

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE DU CONTENTIEUX

AFFAIRES GÉNÉRALES

D^{er} N° 4436 H^e ; Aff. :

N° 4436 M^e

Régiment.

Auxiliaires.

Allocat. f. ch. d. famille.

Traitement.

Service Central: Service Commercial.

Région:

OBJET DE LA CONSULTATION

1. Régiment d'un auxiliaire utilisé à l'échange.
2. Droit des agents auxiliaires aux allocations familiales.
3. Garantie à ces agents mobilisés de leur traitement antérieur.

Références :

Observations :

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE COMMERCIAL

54, Boulevard Haussmann

PARIS - IX°

Tél. : TRinité 76.00

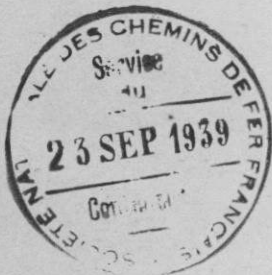
* DIVISION

Réf. : 500 P.P. 38

4436 M^{re}
Le 21 Septembre

19 39.

Monsieur le Directeur du Service Central
du CONTENTIEUX.



Je vous serais obligé de bien vouloir me faire
connaître :

- 1^{re}- Si nous pouvons maintenir en service, par voie de réquisition, un auxiliaire utilisé à l'étranger, dont le contrat est expiré;
- 2^{re}- Si nous devons verser à nos agents auxiliaires, avec lesquels nous avons un contrat, des indemnités pour charges de famille;
- 3^{re}- Si nous pouvons maintenir à ces agents, actuellement mobilisés, leur traitement antérieur ou si nous pouvons le réduire.

P. LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,
L'INSPECTEUR PRINCIPAL,

A large, stylized handwritten signature in dark ink, likely belonging to the Director of the Commercial Service.

TROUVILLE, XXXXX 24 Septembre 9

A.G.

4436 M^e

Monsieur le Directeur du Service Commercial,

J'ai l'honneur de répondre aux questions que vous avez bien voulu me soumettre par votre lettre N°500 P.P. 38 du 21 Septembre:

1°) Si l'auxiliaire utilisé à l'étranger, dont le contrat est expiré, remplit les conditions énumérées à l'article 14 de la loi du 11 Juillet 1938 sur l'Organisation Générale de la Nation pour le temps de guerre, il peut faire l'objet d'une réquisition personnelle.

L'article 14, al. 1 de la loi du 11 Juillet 1938 prévoit, en effet, qu' "à la mobilisation les Français et ressortissants français du sexe masculin, âgés de plus de dix-huit ans, même soumis aux obligations militaires définies par la loi de recrutement, sous réserve qu'ils ne soient pas utilisés par les ministres intéressés, peuvent être requis dans les conditions fixées par la loi du 3 Juillet 1877, modifiée par la loi du 21 Janvier 1935, par la loi du 31 Mars 1928 et par la présente loi. L'appel sous les drapeaux fait cesser la réquisition."

Et l'article 10, al. 1 du décret du 28 Novembre 1938, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 Juillet 1938, précise que "la réquisition des personnes peut porter sur tout Français ou ressortissant français, remplissant les conditions indiquées dans l'article 14 de la loi du 11 Juillet 1938, qu'il ait sa résidence sur le territoire national ou à l'étranger".

2°) Il n'est pas douteux que les agents auxiliaires, avec lesquels vous avez un contrat, puissent prétendre, dans les conditions fixées par la législation en vigueur, au paiement d'allocations familiales pour les enfants à leur charge résidant en France.

La Convention collective des auxiliaires des grands Réseaux du 26 Février 1937, art. 3, § 4, prévoit, d'ailleurs, l'attribution de ces allocations pour charges de famille conformément au droit commun.

3°) En ce qui concerne le salaire des agents auxiliaires mobilisés, il n'existe actuellement aucun texte qui impose à la S.N.C.F. le maintien de ce salaire. La S.N.C.F. demeure donc libre de prendre à ce sujet, en faveur de ces agents, telles décisions qu'elle jugera convenables, ainsi qu'elle l'a fait pour les agents du cadre permanent.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

H de Laqueray

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE DU CONTENTIEUX

Bureau A.G.

Dossier N° 4436 M^e

(Prière de rappeler dans la réponse
les indications ci-dessus)

TROUVILLE, ~~PARIS~~ LE 19 Septembre 1939

45, rue Saint-Lazare (9^e)
Télép. : Pigalle 95-85

Monsieur le Directeur du Service Commercial,

J'ai l'honneur de répondre aux questions
que vous avez bien voulu me soumettre par votre
lettre N° 500 P.P. 38 du 21 Septembre :

1°) Si l'auxiliaire utilisé à l'étranger, dont le
contrat est expiré, remplit les conditions énumérées
à l'article 14 de la loi du 11 Juillet 1938 sur l'Or-
ganisation générale de la Nation pour le temps de
guerre, il peut faire l'objet d'une réquisition per-
sonnelle.

L'article 14, al. 1 de la loi du 11 Juillet
1938 prévoit, en effet, qu'à la mobilisation
les Français et ressortissants français du sexe mas-
culin, âgés de plus de dix-huit ans, même soumis aux
obligations militaires définies par la loi de recrute-
ment, sous réserve qu'ils ne soient pas utili-
sés par les ministres intéressés, peuvent être requis
dans les conditions fixées par la loi du 3 Juillet
1877, modifiée par la loi du 21 Janvier 1935, par la

loi du 31 Mars 1928 et par la présente loi. L'appel sous les drapeaux fait cesser la réquisition."

Et l'article 10, al. 1 du décret du 28 Novembre 1938 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 Juillet 1938, précise que "la réquisition des personnes peut porter sur tout Français ou ressortissant français, remplissant les conditions indiquées dans l'article 14 de la loi du 11 Juillet 1938, qu'il ait sa résidence sur le territoire national ou à l'étranger."

2°) Il n'est pas douteux que les agents auxiliaires, avec lesquels vous avez un ^{à 3 conditions pres par la loi en vigueur} contrat, puissent prétendre ^{aux indemnités pour charges de famille} aux indemnités pour charges de famille. #

La Convention collective des auxiliaires des grands Réseaux du 26 Février 1937, art. 3, § 4, prévoit, d'ailleurs, ^{l'attribution de ce} que les allocations pour charges de famille ^{composent au droit commun} leur sont ~~attribuées dans les conditions fixées par la loi du 11 mars 1932.~~

Cette loi décide que les allocations familiales sont dues pour tout enfant, résidant en France, à la charge de l'ouvrier ou de l'employé et remplissant certaines conditions d'âge.

3°) En ce qui concerne le salaire des agents auxiliaires mobilisés, il n'existe actuellement aucun texte qui impose à la S.N.C.F. le maintien de ce salaire. La S.N.C.F. demeure donc libre de prendre à ce sujet, en faveur de ces agents, telles décisions qu'elle jugera convenables, ainsi qu'elle l'a fait pour les agents du cadre permanent.

Le Chef du Contentieux

Sept. ¹⁹³⁹

A.G. 4436 ^{M^e}

M. le Directeur du Service Commercial.

Vu

by

J'ai l'honneur de répondre aux questions que vous avez bien voulu me soumettre par votre lettre n^o 500 P.P. 38 du 21 Septembre :

1^o/ Si l'auxiliaire ^{utilisé à l'étranger} dont le contrat est expiré, remplit les conditions énumérées à l'art. 14 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la Nation pour le temps de guerre, il peut faire l'objet d'une réquisition personnelle.

L'art. 14 ^{al. 1} de la loi du 11 juillet 1938 prévoit, en effet, qu'à la mobilisation les Français et ressortissants français du sexe masculin, âgés de plus de dix-huit ans, même soumis aux obligations militaires définies par la loi de recrutement, sous réserve qu'ils ne soient pas utilisés par les ministres intéressés, peuvent être requis dans les conditions fixées par la loi du 3 juillet 1877, modifiée par la loi du 21 janvier 1935, par la loi du 31 mars 1922 et par la présente loi. L'appel sous les drapeaux fait cesser la réquisition."

Et l'art. 10 al. 1 du décret du 28 Nov^{bre} 1938 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938, précise que "la réquisition des personnes peut porter sur :
" tous Français ou ressortissants français, remplissant les conditions indiquées dans l'art. 14 de la loi du 11 juillet 1938
" qui ont sa résidence sur le territoire national ou à l'étranger."

+ Cette loi. décide que
les allocations familiales
sont dues pour tout enfant
résidant en France, à la charge
de l'un ou de l'autre des
et remplissant certaines
conditions d'âge.

Or, cette loi, dont les dispositions ont été insérées dans le Code du Travail, sous le ~~numéro 76~~ ^{titre III} art. 74 a et suivants

2: Il n'en pas douteux que les agents auxiliaires avec lequel vous avez un contrat puissent prétendre aux indemnités pour charges de famille.

La Convention collective des auxiliaires des grands
Reiseurs du 26 Février 1937, art 3 § 4, prévoit,
d'ailleurs, que les allocations pour charge de
famille leur sont attribuées dans les conditions
fixées par la loi du 11 mars 1932.

Art. 74⁺ du Livre 1 du Code du Travail,
reproduisant les dispositions de la dite loi,
oblige tout employeur occupant habituellement
des ouvriers ou des employés, de quelque âge et de
quelque sexe que ce soit, dans une profession
industrielle, commerciale, agricole ou libérale, et
tenue de s'affilier à une caisse de compensation
ou à toute autre institution agréée par le ministre
du travail, constituée entre employeurs en une de
répartir entre eux les charges résultant des allocations
familiales prévues par le présent chapitre, sans les
réserves

3. En ce qui concerne le ~~traitement~~ ^{salaires} des agents auxiliaires mobilisés, il n'existe actuellement aucun texte qui impose à la S.N.C.F. la manière de ce ~~traitement~~ ^{salaires}. La S.N.C.F. demeure donc libre d'accorder ou non ^{de prendre à ce sujet en fonction de} à ces agents une indemnité qui, s'ajoutant à leur solde militaire, pourrait équivaloir au ~~traitement~~ ^{salaires} qu'ils toucheraient avant leur mobilisation.